

Complément au chapitre 6 – La théorie du patrimoine

Compétences attendues

- Discuter les intérêts et limites des théories du patrimoine
- Distinguer entreprise individuelle et EIRL
- Évaluer les risques patrimoniaux de l'entrepreneur dans une situation donnée

Pour comprendre les risques patrimoniaux auxquels est aujourd'hui confronté un entrepreneur, il convient de rappeler les limites de la théorie classique du patrimoine (1). Ensuite, seront exposés chronologiquement les instruments mis en place par le législateur visant à stimuler l'entrepreneuriat, placés d'une certaine façon en concurrence (2). Enfin, il s'agira de revenir sur la notion d'entreprise pour notamment distinguer entreprise individuelle et EIRL (3).

I. Les limites de la théorie classique d'Aubry et Rau : la longue interdiction du cantonnement du passif entrepreneurial

Pendant longtemps, l'entrepreneur individuel (c'est-à-dire celui qui exerce en nom propre ou à titre individuel) a encouru une **responsabilité illimitée, sans possibilité de la cantonner**. Le commerçant, sous-entendu personne physique dirige une **entreprise individuelle qui n'est pas un sujet de droit**. C'est la raison pour laquelle elle n'est pas dotée d'un patrimoine propre (petit conseil : évitez de la personnaliser ; raisonnez toujours en termes d'entrepreneur individuel plutôt que d'entreprise individuelle).

Seule la mise en société de plusieurs entrepreneurs permettait de cantonner, c'est-à-dire de limiter le passif entrepreneurial, **la société ayant son propre patrimoine** (remarque : l'abus de bien social est un délit bien connu qui consiste pour un dirigeant à détourner le patrimoine de la société – cf. programme de droit pénal des sociétés en UE 2).

A. Une rigueur qui frappait le commerçant personne physique

Les critiques les plus importantes à la théorie d'Aubry et Rau sont d'ordre économique : la rigidité du principe de l'unicité du patrimoine a pu constituer un frein à la création d'entreprises en décourageant l'initiative privée. Pendant longtemps, l'entrepreneur individuel -donc un commerçant personne physique car le commerçant personne morale étant une société commerciale telle qu'une société anonyme - n'a pu protéger aucun bien. Sa **responsabilité patrimoniale était illimitée** puisque la théorie classique interdit le cantonnement du passif entrepreneurial.

Titulaire d'un seul patrimoine (**principe d'unicité du patrimoine**), les biens liés à la vie personnelle (par exemple, la résidence principale) et les biens liés à l'exploitation de son activité économique (machines-outils) étaient confondus à l'actif du patrimoine du commerçant personne physique. De la même manière, les dettes liées à la vie personnelle (emprunt immobilier pour la résidence principale) et celles liées à l'exploitation de l'activité

économique (créances de fournisseurs) étaient confondues au passif du commerçant personne physique.

Par conséquent, le **droit de gage général des créanciers** du commerçant (c'est-à-dire la garantie légale qui permet à tout créancier de poursuivre l'exécution forcée de sa créance sur tous les biens figurant à l'actif du patrimoine de son débiteur) pouvait s'exercer sur tous les biens figurant à l'actif du patrimoine. Le commerçant personne physique a, pendant longtemps, risqué de tout perdre (sans possibilité, tout au moins théorique de la limiter. Cette précision semble utile car s'il y a bien une chose à retenir, c'est qu'entreprendre, c'est prendre des risques. Il serait illusoire de faire croire à un entrepreneur qu'il pourrait se lancer dans un projet entrepreneurial sans prendre le moins risque).

B. Une rigueur écartée pour ceux qui créent une société

En revanche, ceux qui désiraient entreprendre à plusieurs (des associés), avaient la possibilité de cantonner leur passif entrepreneurial en choisissant une forme sociétaire dans laquelle leur responsabilité pouvait être limitée au montant de leur apport (SA ou SARL).

La société immatriculée au RCS est un sujet de droit qui, en application de la théorie classique, est **titulaire d'un et seul patrimoine**. Les créanciers sociaux exercent leur droit de gage général sur les biens figurant à l'actif du patrimoine de la société, commerçante personne morale. Dans certaines sociétés, les créanciers sociaux devront même s'en contenter (SA ou SARL) ; dans la SNC (société en nom collectif) par exemple, les créanciers sociaux pourront poursuivre l'exécution auprès de l'associé de leur choix. Ces éléments de distinction entre les sociétés n'ont pas à être connus dans le cadre de l'UE 1 ; ils sont étudiés dans le cadre de l'UE 2.

C'est la **technique sociétaire** (à savoir la possibilité de créer une société dotée de son propre patrimoine alors même qu'il n'y a qu'un seul associé personne physique) qui a été proposée en premier par le législateur pour contourner la rigueur de la règle imposée par la théorie d'Aubry et Rau.

II. Les techniques de cantonnement du passif

Elles permettent de limiter les risques financiers.

Depuis 1985, le législateur offre plusieurs techniques de cantonnement du passif, sous-entendu entrepreneurial. Cela signifie qu'un simple particulier ne peut profiter de ces techniques ; elles sont destinées à stimuler l'initiative privée des entrepreneurs individuels. Ces techniques ou instruments sont en quelque sorte concurrents. Le législateur innove pour trouver la combinaison qui incite à la création d'entreprises.

Plutôt que de renoncer au principe d'unicité du patrimoine, le législateur a d'abord préféré renoncer à la règle selon laquelle il fallait être au moins deux associés pour créer une société (EURL/EARL en 1985). Puis, sous l'influence des entrepreneurs, il y a renoncé en 2010 avec la consécration du patrimoine d'affectation (EIRL).

A. La technique sociétaire avec l'EURL (entreprise unipersonnelle à responsabilité limitée)

En 1985, le législateur permet à un entrepreneur individuel de créer une société. L'EURL découle d'une société existante, la SARL (société à responsabilité limitée) qui suppose au moins deux associés. La théorie d'Aubry et Rau est « sauvée » : il y a un associé qui a son propre patrimoine en tant que personne physique et il y a une société (EURL : entreprise unipersonnelle à responsabilité limitée ou EARL : entreprise agricole à responsabilité limitée) qui est une personne morale dotée de son propre patrimoine.

La responsabilité de l'associé unique est limitée au montant de son apport. Concrètement : ce que l'associé unique ne veut pas perdre, il ne l'apporte pas (sous-entendu au capital social).

Par la suite, le législateur a créé une autre forme de **société unipersonnelle** avec la SASU (société par actions simplifiée unipersonnelle) qui découle de la SAS (société par actions simplifiée).

Cette technique n'a pas emporté le succès escompté : certains créanciers exigent des garanties pour s'engager et peuvent ne pas se contenter de celles offertes par la seule société. Certains associés uniques ont dû se porter caution (cf. chapitre 9) de la société, ce qui revient finalement quasiment au même pour celui qui entreprend seul en termes de risques entrepreneuriaux. La limitation de responsabilité n'apparaît alors que théorique.

En 2008, plus de la moitié des entreprises créées l'étaient encore en nom propre.

B. L'insaisissabilité de la résidence principale, une exception ou une dérogation au droit de gage général des créanciers

➤ **Régime initial avant la loi du 6 août 2015**

En 2003, le législateur a offert la possibilité à celui qui entreprend seul et qui n'a pas recours à la forme sociétaire de **rendre insaisissables les droits portant sur sa résidence principale** (pour rappel, celui qui crée une société et ne veut pas qu'elle soit saisie, ne l'apporte pas !).

C'est finalement une exception au droit de gage général des créanciers de l'entrepreneur individuel : les créanciers professionnels pouvaient exercer leurs poursuites sur tous les biens figurant à l'actif du patrimoine de l'entrepreneur, exceptés les droits portant sur la résidence principale (à condition pour l'entrepreneur individuel d'avoir procédé à une déclaration notariée d'insaisissabilité).

La LME (loi de modernisation de l'économie) du 4 août 2008 l'avait ensuite étendue à tous les immeubles.

➤ **Distinction entre deux régimes depuis la loi dite Macron du 6 août 2015**

Depuis la loi du 6 août 2015, il convient de distinguer entre la résidence principale et les autres biens de l'entrepreneur individuel :

- **l'insaisissabilité de la résidence principale est de droit**, c'est-à-dire automatique : « Par dérogation aux articles 2284 et 2285 du code civil (qui fondent le droit de gage général), **les droits d'une personne physique immatriculée à un registre de publicité légale à caractère professionnel** ou exerçant une activité professionnelle agricole ou indépendante sur l'immeuble où est fixée sa résidence principale **sont de droit insaisissables par les créanciers dont les droits naissent à l'occasion de l'activité professionnelle de la personne** » (Article L. 526-1 du Code de commerce). **Elle concerne donc les commerçants personne physique, les artisans, les personnes exerçant une activité agricole et les personnes exerçant une activité indépendante.**

Cette insaisissabilité de droit se substitue au précédent dispositif en vigueur d'insaisissabilité volontaire sur déclaration notariée qui demeure, pour les autres biens non affectés à un usage professionnel.

Attention : les créanciers de l'entrepreneur individuel titulaires de créances extraprofessionnelles peuvent saisir la résidence principale.

- **pour les autres biens** : l'entrepreneur individuel peut déclarer insaisissables les biens non affectés à son usage professionnel par déclaration notariée (article L. 526-1, al. 2 du Code de commerce).

➤ **Renonciation et rupture d'égalité entre les créanciers professionnels**

On retrouve la même difficulté évoquée précédemment à propos de l'associé unique qui peine à accéder au crédit. L'entrepreneur individuel dont la résidence principale est insaisissable est privé d'une garantie précieuse pour d'éventuels créanciers. Aussi le législateur a-t-il prévu une procédure de **renonciation**. Pour des raisons tenant à la sécurité juridique, la renonciation n'est opposable qu'aux créanciers dont les droits naissent postérieurement à sa publication (Article L. 526-3 al. 2 du Code de commerce).

Mais surtout, l'entrepreneur individuel peut choisir parmi ses créanciers professionnels, ceux qui peuvent saisir sa résidence principale (ou les droits immobiliers expressément désignés) dans la déclaration de renonciation.

C. La reconnaissance d'un patrimoine affecté : l'EIRL (entrepreneur individuel à responsabilité limitée)

La loi du 15 juin 2010 porte une sérieuse **atteinte au principe de l'unicité du patrimoine** puisqu'elle permet à tout entrepreneur d'affecter à son activité professionnelle un patrimoine séparé, l'EIRL, de son patrimoine personnel. Il n'y a pas création d'une personne morale (Article L. 526-6 du Code de commerce).

➤ **Sur les biens affectés**

Depuis l'adoption de la loi Pacte, la constitution du patrimoine affecté résulte du dépôt d'une déclaration devant comporter un état descriptif des biens, droits, obligations ou

sûretés affectés à l'activité professionnelle, en nature, qualité, quantité et valeur (Article L. 26-8 du Code de commerce).

L'entrepreneur reste propriétaire des biens affectés à son activité professionnelle. Ces biens constituent la garantie des créanciers intervenant dans le cadre professionnel. La responsabilité de l'entrepreneur est limitée à l'actif ainsi affecté. **Les biens personnels de l'entrepreneur sont à l'abri des poursuites des créanciers professionnels** : seuls les créanciers personnels de l'entrepreneur exercent leurs poursuites sur le patrimoine « non affecté ».

Lorsque la valeur d'un élément d'actif du patrimoine affecté (mentionnée dans l'état descriptif ou en comptabilité -cf. Modification de la composition du patrimoine affecté) est supérieure à sa valeur réelle au moment de son affectation, **l'entrepreneur individuel est responsable, pendant une durée de cinq ans, à l'égard des tiers sur la totalité de son patrimoine, affecté et non affecté** (Article L. 526-12 II du Code de commerce).

➤ **Gestion séparée**

L'activité professionnelle à laquelle le patrimoine est affecté doit faire l'objet d'une **comptabilité autonome** et l'entrepreneur individuel est tenu de faire ouvrir un ou plusieurs **comptes bancaires exclusivement dédiés à l'activité** à laquelle le patrimoine a été affecté (article L. 526-13 du Code de commerce).

➤ **Une volonté politique de le rendre plus attractif**

Depuis le 1^{er} janvier 2013, un même entrepreneur individuel peut constituer plusieurs patrimoines affectés (mais un même bien ne peut entrer dans la composition que d'un seul patrimoine affecté). Pour lutter contre l'échec de l'EIRL (un auteur n'hésitant pas à le comparer au yeti tant son introduction a constitué une révolution pour les juristes alors que les praticiens ont été peu séduits par ce nouvel instrument de cantonnement du passif), **la loi PACTE du 22 mai 2019** a apporté de nouvelles modifications au régime de l'EIRL pour le rendre encore plus attractif (le passage de l'entreprise individuelle vers le statut d'EIRL avait déjà été facilité par la loi Pinel du 18 juin 2014 et la loi Sapin 2 du 9 décembre 2016).

➤ **Incitation à choisir le statut d'EIRL dès le démarrage de l'activité**

Le texte cherche à promouvoir ce statut en prévoyant que, lors de la création d'une entreprise en nom propre, **l'entrepreneur doit effectuer un choix entre le statut d'EIRL et celui d'entrepreneur individuel** (celui qui fait le choix de ne pas constituer un patrimoine affecté, ni de créer une société – Article L. 526-5-1 du Code de commerce).

➤ **Possibilité de démarrer son activité avec un patrimoine affecté d'une valeur nulle**

L'entrepreneur pourra choisir ce statut et démarrer son activité alors même que le patrimoine affecté est d'une valeur égale à zéro. Cette nouvelle disposition permet de briser un arrêt rendu le 7 février 2018 dans lequel la Cour de cassation avait retenu un manquement grave aux règles de l'EIRL et avait prononcé la réunion des deux patrimoines de l'entrepreneur : un entrepreneur avait voulu affecter à son activité professionnelle de vente ambulante de boissons un patrimoine séparé, mais sa déclaration ne comprenait aucune précision relative aux biens affectés.

L'article L. 526-8 al. 2 du Code de commerce prévoit désormais **qu'en l'absence de bien, droit, obligation ou sûreté affectés, aucun état descriptif n'est établi.**

➤ **Simple déclaration d'affectation**

Par ailleurs, le texte prévoit que le patrimoine professionnel affecté va donc être constitué par une **simple déclaration d'affectation auprès du registre de publicité légale** auquel l'entrepreneur individuel est tenu de s'immatriculer (et non plus d'un dépôt formel comportant certains documents à peine d'irrecevabilité de la déclaration - article L. 526-7 du Code de commerce modifié).

➤ **Suppression de la procédure d'évaluation**

La loi PACTE a supprimé l'article L.526-10 du Code de commerce qui prévoyait une procédure d'évaluation des biens dont la valeur déclarée était supérieure à 30 000 €. Elle visait à garantir la réalité de la valeur des actifs affectés au patrimoine professionnel. Elle conduisait à la désignation d'un expert.

Remarque : dans une optique de simplification, la loi du 9 décembre 2016 (dite Sapin 2) avait dispensé d'évaluation des biens d'une valeur supérieure à 30 000 € les entrepreneurs individuels déjà en activité et souhaitant opter pour le patrimoine affecté.

➤ **Modification de la composition du patrimoine affecté**

La loi PACTE prévoit enfin que la composition du patrimoine affecté a vocation à évoluer dans le temps. Ce sont les documents comptables qui valent actualisation de la composition du patrimoine affecté (article L. 526-8-1 al.1^{er} du Code de commerce).

L'affectation de biens, par inscription en comptabilité, ne sera opposable aux tiers qu'à compter du dépôt de ses documents comptables par l'entrepreneur auprès du registre où il est immatriculé (Article L. 526-12, I, al. 3 du Code de commerce).

Remarque : en cas d'ouverture d'une procédure collective, la loi Pacte réduit les hypothèses dans lesquelles des sanctions peuvent être prononcées à l'encontre de l'entrepreneur individuel, notamment celles conduisant à remettre en cause la limitation de responsabilité

(le droit des entreprises en difficulté étant abordé dans le cadre de l'UE 2, il ne paraît pas opportun d'aborder cet aspect plus longuement).

Remarque : à propos du **micro-entrepreneur** (lors de la création de ce régime social et fiscal en 2008, il s'agissait de **l'auto-entrepreneur**) : la résidence principale du micro-entrepreneur est, de droit, insaisissable. Il peut procéder à une déclaration d'insaisissabilité de ses biens fonciers, non affectés à son usage professionnel et y renoncer.

Le micro-entrepreneuriat constitue une déclinaison du thème de campagne du candidat à l'élection présidentielle de N. Sarkozy : « travailler plus pour gagner plus » puisqu'il lui est possible de cumuler son activité avec un salaire, une allocation-chômage ou une retraite (dans la limite d'un certain chiffre d'affaires qui varie en fonction de l'activité entreprise). Il ne constitue pas une structure juridique d'entreprise. Ce régime a connu un énorme succès dès son introduction grâce aux avantages qu'il procure, outre la facilité de constitution puisque seul un formulaire en ligne doit être complété, notamment :

- le montant des cotisations sociales est déterminé à partir du chiffre d'affaires réalisé. Ainsi, s'il n'y a pas d'activité (chiffre d'affaires nul), le micro-entrepreneur n'aura aucune charge à régler ;
- le micro-entrepreneur est dispensé de TVA.

Ce régime a fait naître une gronde chez les entrepreneurs relevant du droit commun, s'estimant victimes d'une concurrence déloyale. En réaction, un mouvement de jeunes entrepreneurs (« les poussins »), entendait obtenir le maintien du régime au risque de briser l'élan entrepreneurial soulevé (le débat portait notamment sur le seuil de chiffre d'affaires permettant de relever du régime). Plusieurs réformes ont conduit à réduire son attrait pour les entrepreneurs.

Toutefois, la loi de finances pour 2018 pourrait relancer l'attractivité de ce régime puisqu'elle a réhaussé les seuils de chiffres d'affaires permettant à un entrepreneur de relever du régime du micro-entrepreneuriat : 170 000 euros (et non plus 82 800 euros) de chiffre d'affaires (HT) pour une activité de commerce, 70 000 euros (HT) (et non plus 33 200 euros) pour une activité de services.

Enfin, il y a des hypothèses où **le micro-entrepreneuriat sert à masquer le salariat** : une société spécialisée dans les cours de soutien scolaire avait recruté une partie de ses formateurs antérieurement salariés sous le statut de micro-entrepreneurs par des contrats qualifiés de prestation de services. Les élèves demeuraient la clientèle exclusive de la société. L'enseignant n'avait aucune liberté pour concevoir ses cours... Dans cette affaire, l'Urssaf a constaté que le montage juridique organisé par la société dissimulait en réalité un travail salarié. L'Urssaf obtint les cotisations sociales afférentes au contrat de travail (Civ. 2^e, 7 juillet 2016 - Société Formacad c/ Urssaf Ile-de-France).

III. Entreprise, entreprise individuelle, EIRL ou société ?

Le choix dans l'emploi de chacun de ces termes est très important, notamment pour connaître l'entité vers laquelle un créancier pourra exercer ses poursuites.

A. L'entreprise est une notion économique

Elle ne trouve pas sa place dans la distinction fondamentale (*summa divisio*) qui oppose les personnes aux choses. L'entreprise n'est ni un sujet de droit ni un objet de droit. Même si la notion de cession d'entreprise est utilisée, y compris par les juristes, elle est impropre dans la mesure où des salariés sont concernés par l'activité économique mise en œuvre et qu'ils ne peuvent être cédés (les contrats de travail sont transférés – UE 3 Droit social).

B. Absence de définition légale

L'entreprise n'est pas définie par le législateur mais il ne l'ignore pas : elle constitue un concept bien utile lorsqu'il s'agit de regrouper l'ensemble des entités économiques qui sont soumises à des règles de droit communes. Le droit du travail (qui historiquement vise à protéger le salarié) ou le droit de la concurrence (qui vise notamment à s'assurer que la concurrence existe sur un marché) s'appliquent, quelle que soit la structure choisie par le ou les entrepreneurs. Concrètement les règles de licenciement sont les mêmes que l'employeur soit un entrepreneur individuel ou que l'employeur soit une société anonyme.

C. Définition jurisprudentielle

Aussi ce sont les tribunaux qui ont été amenés à définir ce qu'est une entreprise pour savoir si telle entité est soumise ou non à telle règle (ce fut le cas notamment pour le droit de la concurrence qui a vocation à s'appliquer pour les entreprises. La question se posait de savoir si une mutuelle était soumise aux règles du droit de la concurrence. Les juges devaient d'abord se demander si la mutuelle était une entreprise et ont dû aller définir ce qu'est une entreprise).

D. Traductions juridiques de l'entreprise

L'entreprise se traduit juridiquement :

- **soit en une personne physique** : c'est la figure de **l'entrepreneur individuel** (commerçant personne physique, artisan, agriculteur ou exploitant une activité libérale), seul maître à bord, qui est responsable de la gestion de l'activité entreprise. L'entrepreneur individuel est celui qui a fait le choix de l'absence de forme sociétaire ou le choix de ne pas opter pour le patrimoine affecté. L'entreprise individuelle n'étant pas un sujet de droit, elle n'est donc pas dotée d'un patrimoine propre. Les créanciers exercent leurs poursuites sur les biens figurant à l'actif du patrimoine de l'entrepreneur individuel (sous réserve de l'insaisissabilité de la résidence principale et des autres biens non affectés à l'activité professionnelle ; cf. développements précédents sur la faculté de renonciation) ;

- **soit en une personne morale** : il s'agit des sociétés, historiquement pluripersonnelles. Une fois immatriculées, les sociétés sont des personnes morales dotées de leur propre patrimoine. Le créancier de la société doit d'abord se retourner contre la société qui est son débiteur ; dans certaines sociétés il devra même s'en contenter (dans les sociétés dans lesquelles la responsabilité des associés est limitée au montant de leur apport). Le législateur permet à un associé unique de constituer une société (société unipersonnelle). La technique sociétaire permet à l'entrepreneur individuel-associé unique de limiter, tout au moins théoriquement, sa responsabilité au montant de son apport (cf. éléments étudiés précédemment sur la technique sociétaire offerte à l'entrepreneur individuel depuis 1985) ;
- **soit en un patrimoine affecté (ou patrimoine d'affectation)** : depuis 2010, le législateur reconnaît à l'entrepreneur individuel la possibilité d'affecter des biens (droits ou sûretés) à un patrimoine dédié à son activité économique. **L'EIRL** n'est pas un sujet de droit : c'est un **patrimoine d'affectation** rattaché à la personne de l'entrepreneur individuel. Ce rattachement est d'ailleurs marqué par la signification de la lettre « E » dans l'acronyme EIRL : entrepreneur -et non entreprise- individuel à responsabilité limitée.

Remarque : le projet visant à regrouper sous un même régime juridique les statuts offerts à celui qui entreprend seul n'a pas vu le jour.

Application

À partir de l'arrêt reproduit ci-après (Cass. com. 22 mars 2016- N° de pourvoi : 14-21267), vous répondrez aux questions suivantes :

- Quels sont les faits ?
- Quelle fut la procédure antérieure ?
- Le liquidateur obtient-il gain de cause devant la Cour de cassation ?
- Quel est le sort du créancier dont le titre est né avant la déclaration d'insaisissabilité en cas de liquidation judiciaire de son débiteur ?

LA COUR DE CASSATION, CHAMBRE COMMERCIALE, a rendu l'arrêt suivant :

Sur le moyen unique :

Attendu, selon l'arrêt attaqué (Bourges, 22 mai 2014), que, par un acte notarié du 29 novembre 2004 publié au bureau des hypothèques le 4 janvier 2005, M. X... a déclaré insaisissable sa maison d'habitation ; qu'il a été mis en liquidation judiciaire* le 16 mars 2011 ; que le liquidateur* a saisi le juge-commissaire* pour être autorisé à poursuivre la vente de l'immeuble ;

Attendu que le liquidateur fait grief à l'arrêt d'infirmier l'ordonnance du juge-commissaire ayant fait droit à sa demande et déclaré celle-ci irrecevable alors, selon le moyen, que le liquidateur agit dans l'intérêt collectif des créanciers dès lors qu'il représente une collectivité de créanciers dont l'un au moins est en droit de se prévaloir de l'inopposabilité de la déclaration d'insaisissabilité, dans la mesure où la licitation* de l'immeuble permettra à la fois, de désintéresser ce dernier et d'augmenter la masse des actifs à partager entre les créanciers restants ; que la cour d'appel a constaté que, parmi les créanciers déclarés à la procédure, figurait la caisse régionale de Crédit agricole mutuel Centre Loire dont la créance est antérieure à la déclaration d'insaisissabilité de l'immeuble, qui lui est donc opposable, et que celle-ci avait donné son accord pour la mise en vente du bien ; qu'en affirmant néanmoins que le liquidateur ne pouvait agir, la cour d'appel n'a pas tiré les conséquences légales de ses constatations et a violé les articles L. 526-1, L. 622-4 et L. 621-39 du code de commerce ;

Mais attendu que le juge-commissaire ne pouvant, sans excéder ses pouvoirs, autoriser le liquidateur à procéder à la vente d'un immeuble dont l'insaisissabilité lui est opposable, c'est à bon droit qu'après avoir constaté que la déclaration d'insaisissabilité faite par M. X... avait été publiée avant l'ouverture de sa procédure collective, la cour d'appel a infirmé la décision du juge-commissaire ; que le moyen n'est pas fondé ;

PAR CES MOTIFS : REJETTE le pourvoi (...)

Précisions :

Liquidation judiciaire : procédure judiciaire qui conduit à la dissolution de la société (réalisation de l'actif et désintéressement des créanciers).

Liquidateur : celui qui est chargé de la liquidation, c'est-à-dire de la dissolution d'une société.

Juge-commissaire : c'est le magistrat désigné pour suivre une procédure déterminée, telle qu'une liquidation judiciaire (rappel : le droit des entreprises en difficulté relève de l'UE 2).

Licitation : vente aux enchères d'un bien.

Proposition de correction

a. Le 29 novembre 2004, un entrepreneur individuel a effectué une déclaration d'insaisissabilité en application de l'article L. 526-1 du code de commerce pour un immeuble. Antérieurement à cette déclaration (le 5 mai 1998, élément non fourni dans l'arrêt reproduit), un établissement de crédit lui avait accordé un prêt. (La déclaration lui est inopposable).

Le 16 mars 2011, il fait l'objet d'une liquidation judiciaire. Le liquidateur saisit le juge-commissaire pour être autorisé à poursuivre la vente de l'immeuble.

b. En première instance, le juge-commissaire rend une ordonnance (car c'est un juge unique) par laquelle il fait droit aux demandes du liquidateur. Il autorise le liquidateur à procéder à la vente d'un immeuble dont l'insaisissabilité lui est opposable.

Le 22 mai 2014, la Cour d'appel de Bourges rend un arrêt infirmatif : elle ne va pas dans le même sens que le juge-commissaire en première instance. Elle juge que le liquidateur ne peut procéder à la vente d'un immeuble dont l'insaisissabilité lui est opposable.

Le liquidateur se pourvoit en cassation. Le 22 mars 2016, son pourvoi est rejeté.

c. Le 22 mars 2016, la Cour de cassation rejette le pourvoi et confirme donc l'arrêt rendu par la Cour d'appel de Bourges.

La Cour de cassation retient que la publication de la déclaration d'insaisissabilité est antérieure à la liquidation judiciaire. Le juge-commissaire ne peut donc autoriser le liquidateur à procéder à la vente d'un immeuble dont l'insaisissabilité lui est opposable. Sa demande est irrecevable.

d. La présence d'un créancier à qui elle est inopposable parmi les créanciers du débiteur placé en liquidation judiciaire (l'établissement de crédit en l'espèce) ne suffit pas à autoriser le liquidateur à solliciter la cession du bien rendu insaisissable.